



Exco
Naxis

6 Rue du Rhône
BP 20072
90002 BELFORT CEDEX
Tél. : 03 84 28 17 16

Lauriane STROCK
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes
associée.

Thibaud GRENARD
Expert-comptable.

Agence de Développement et d'Urbanisme

Du Pays de Montbéliard

8 Avenue des Alliés – BP 98407

25 208 MONTBELIARD CEDEX

SIREN 381 092 535

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les Adhérents de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « A.D.U. » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les conventions de financement : validation du respect des objectifs demandés dans le cadre de ces conventions et contrôle de la période de rattachement des produits et charges associés.
- Le suivi des affaires : validation de l'état d'avancement des travaux, contrôle de la facturation et recoupement avec les contrats signés avec les communes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de l'Association le 26 mai 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Belfort, le 27 mai 2025,

Le Commissaire aux Comptes

EXCO NAXIS

Madame Lauriane STROCK

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line and a vertical line, all enclosed within a large, loopy circular stroke.

Annexe des comptes annuels

Exercice du 01/01/24 au 31/12/24

Nom de l'entreprise	Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard
Activité exercée	Aménagement du territoire
Adresse	8 avenue des alliés BP98407 25208 MONTBELIARD CEDEX

SOMMAIRE

1	Objet social et moyens de l'association.....	2
2	Faits caractéristiques de l'exercice	2
3	Règles et méthodes comptables.....	2
4	Engagements financiers et autres éléments significatifs	3
4.1	Engagements financiers	3
4.2	Autres éléments significatifs	4
5	Notes sur le bilan actif	5
6	Notes sur le bilan passif	6
7	Détail produits et charges.....	7
7.1	Subventions d'exploitation	7
7.2	Produits à recevoir	8
7.3	Charges constatées d'avance.....	8
7.4	Charges à payer	8
7.5	Produits constatés d'avance	9
7.6	Charges et produits exceptionnels	9
8	Participations.....	9

Total du bilan avant répartition	1 117 763	Résultat : perte	-75 315
-------------------------------------	-----------	------------------	---------



1 Objet social et moyens de l'association

L'association a pour objet, dans un cadre partenarial, l'entretien d'une observation mutualisée du territoire et de ses dynamiques de développement, la recherche de coordination des politiques publiques et de mise en cohérence des projets des membres ainsi que la conduite d'études concourant à la définition, au suivi et à la mise en œuvre de stratégies de planification et d'aménagement spatial.

Elle a vocation à intervenir plus particulièrement dans les domaines de l'urbanisme et de la planification, du développement économique et social, des mobilités, de l'habitat et du logement, du génie urbain et des transports, des paysages et de l'environnement, des loisirs et du tourisme, de la formation, de la culture et de la communication, du sanitaire et social, de la participation citoyenne et de la concertation.

Chaque salle de réunion est équipée d'un écran tactile et d'un système de visio-conférence.

2 Faits caractéristiques de l'exercice

L'examen des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 fait ainsi apparaître pour l'association un **déficit de 75 315,34 euros** contre un déficit de 34 029,96 euros pour les comptes clos l'année précédente. Ce déficit était anticipé dans un budget 2024 qui prévoyait une perte de -120 000 euros. L'écart est principalement lié aux fortes recettes des produits financiers et reprises des provisions sur retraite, venues largement compenser un résultat inférieur sur les contrats. Les dépenses ont également été inférieures au prévisionnels, avec un recours faible à des prestations de services externes en 2024.

Une autre caractéristique importante de l'exercice 2024 est l'élargissement de l'assise territoriale de l'association en Haute-Saône. Elle se manifeste par l'adhésion en 2024 de deux communautés de communes, le Pays de Lure et les 1000 Etangs, et un partenariat initié avec la sous-préfecture pour un accompagnement spécifique sur la participation citoyenne. Cette dynamique d'élargissement, au-delà des ressources nouvelles apportées à l'association, permet de mutualiser une ingénierie sur un périmètre cohérent face aux enjeux de transition écologique.

Le dernier fait important concerne l'ajustement organisationnel :

- Par des postes de responsable des études sur chacun des 3 champs d'activités de l'association. Deux postes ont été pourvus en interne et un recrutement a été engagé pour le dernier poste.
- Par une évolution de poste interne vers une fonction de responsable des innovations numériques et des process, afin d'optimiser notre performance et intégrer efficacement l'IA dans nos pratiques.

3 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement, de présentation des comptes annuels, des règlements comptables 2006-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et dépréciation des actifs et 2004-2006 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :



- **Immobilisations corporelles et incorporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- **Amortissements** : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.
 Logiciel : 3 ans
 Matériel de bureau et informatique : 3 ans
 Mobilier : 10 ans
 La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage.
- **Charges à payer** : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'administration fiscale comme des « provisions », à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat, figure paragraphe 6. Cette récapitulation vaut état de fait.
- **Provisions pour risques et charges** : conformément au règlement CRC2000-06 appliqué à partir du 1/1/2002, les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est considéré comme certain ou probable et qu'il peut être estimé d'une manière suffisamment fiable.
- **Les comptes annuels de l'exercice 2024** ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable des associations, tel qu'il est défini dans le règlement n° 99-01 du 16 février 1999 par le Comité de Réglementation Comptable.
- **Immobilisations financières** : Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

4 Engagements financiers et autres éléments significatifs

4.1 Engagements financiers

Engagements donnés	
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier (2058-C YQ)	
Crédit-bail immobilier (2058-C YR)	
Autres engagements (*)	6 526€

(*) Cout de la location longue durée d'1 copieur du 1/1/2025 au 31/12/2026 :

Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	NA

4.2 Autres éléments significatifs

Instruction fiscale du 15/09/1998 et réponse de la direction générale des impôts sur les agences d'urbanisme regroupées au sein de la FNAU : mise en place d'un secteur fiscalisé à compter du 1er janvier 2000.

L'agence a une activité non fiscalisée qui relève de la taxe sur les salaires et une activité lucrative soumise à la TVA et à l'IS et pour laquelle une liasse fiscale est déposée.

Les contributions volontaires en nature

Elles ont été évaluées à 130.897 € et correspondent à une mise disposition gratuite selon le détail ci-dessous :

Mise à disposition de locaux : 61 025 €

Frais de gestion générale : 64 857 €

Matériel mis à disposition : 5 015 €

Fonds dédiés

Non applicable

Engagement en matière de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

A la clôture de l'exercice, les indemnités de fin de carrière ont été calculées et comptabilisées conformément aux normes comptables.

Le total de l'engagement au 31 décembre 2024 au titre des IFC s'élève à 103 516 € et la reprise sur provision de l'exercice est de 31 210 €.



5 Notes sur le bilan actif

Frais d'établissement	Non applicable
------------------------------	----------------

Fonds commercial	Non applicable
-------------------------	----------------

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	60 041		2 622	57 419
Immobilisations corporelles	307 654	27 865	16 960	318 559
Immobilisations financières				
Total	367 695	27 865	19 582	375 978
Amortissements & Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	60 041		2 622	57 419
Immobilisations corporelles	267 053	26 283	16 960	276 376
Immobilisations financières				
Total	327 094	26 283	19 582	333 795

Fonds commercial	Non applicable
-------------------------	----------------

Etat des créances

Type de créance	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Actif immobilisé				
Actif circulant & charges d'avance	242 276	242 276		
Total				

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan

Créances rattachées à des participations	
Immobilisations financières	
Clients & comptes rattachés	42 806
Autres créances	152 745
Disponibilité	15 217



Charges à répartir	Non applicable
--------------------	----------------

6 Notes sur le bilan passif

Fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Réserves	749 251		34 030	715 221
Excédent ou déficit de l'exercice			75 315	-75 315
Total	749 251	0	109 345	639 906

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions fonds dédiés				0
Provisions pour risques et charges	134 726		31 210	103 516
Total	134 726	0	31 210	103 516

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	16 008	12 408	3 600	
Dettes fiscales & sociales	279 616	279 616		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	66 445	66 445		
Total	362 069	358 469	3 600	

Dettes représentées par des effets de commerce	Non applicable
--	----------------



Charges à payer incluses dans les postes du bilan	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts & dettes établissement de crédit	
Emprunts & dettes établissement divers	
Fournisseurs	12.272
Dettes fiscales & sociales	186 424
Autres dettes	

7 Détail produits et charges

7.1 Subventions d'exploitation

SUBVENTION	REEL 2024	SOLLICITE 2024	REEL 2023
Etat	140 573	143 452	108 382
Région	63 000	63 000	63 000
Département	20 000	20 000	20 000
Pôle Métropolitain	25 000	25 000	23 500
Pays Montbéliard Agglomération	874 600	871 600	890 100
PETR du Doubs Central	10 000	23 388	8 925
CC Rahin et Chérumont	30 000	26 000	10 000
CC Triangle Vert	10 000	10 000	10 000
CC Pays de Lure	15 000		
CC Mille Etang	7 059		
Sochaux et Badevel	19 838	23 000	27 480
ANR	7 637	7 700	20 440
Organismes sociaux & divers	3 500		5 000
TOTAL	1 226 207	1 213 140	1 186 827



7.2 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

		N	N-1
Clients et comptes rattachés		42 806	49 151
418 100	Clients factures à établir	42 806	49 151
		N	N
Autres créances		152 745	64 402
409 700	Fournisseurs, avoir à recevoir		
428 700	Pers. Produits à recevoir		
438 710	CPAM : IJSS à recevoir	411	28
441 700	Subvention à recevoir	152 334	64 374
468 700	Débit. créd. div. produits à recevoir		
Total des produits à recevoir		195 551	113 553

7.3 Charges constatées d'avance

		N	N-1
486 000	Charges constatées d'avance	16.557	15 624

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association.

7.4 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

		N	N-1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		12 272	13 716
408 100	Feurs fact. non parvenues	12 272	13 716
408 400	Feurs d'immob. fact. non parvenues		
		N	N
Dettes fiscales et sociales		186 424	183 002
428 200	Provisions Congés à payer	111 599	114 191
428 600	Personnel, charges à payer	10 888	6 012
438 200	Org. soc. charges sur congés payés	45 756	46 818
438 600	Org. soc. Charges à payer	3 622	2 803
448 200	Charges fiscales /congés payés	12 276	12 561
448 600	Etat : charges à payer	2 283	617
		N	N
Autres dettes		0	0
419 800	Avoir à établir		
468 600	Divers : charges à payer		
Total - Charges à payer		198 696	196 718



7.5 Produits constatés d'avance

		N	N-1
487 000	Prod.const. d'avance /prog.partagé	48 375	32 103
487 100	Prod.const. d'avance /lucratif	18 070	40 083
Total - Produits constatées d'avance		66 445	72 186

7.6 Charges et produits exceptionnels

Non significatif

8 Participations

Néant





Bilan actif 2024

BILAN	Brut	Amortissemnts Provisions	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	60 041	60 041		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	335 519	293 337	42 182	40 600
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
ACTIF IMMOBILISE	395 560	353 378	42 182	40 600
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	72 974,40		72 974	146 385,00
Autres créances	152 745		152 745	64 402
Divers				
Disponibilités	833 304		833 304	1 015 401
Charges constatées d'avance	16 557		16 557	15 624
ACTIF CIRCULANT	1 075 581		1 075 581	1 241 812
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	1 471 140	353 378	1 117 763	1 282 412

31/12/2024

Bilan passif 2024

BILAN	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Autres réserves	715 221	749 251
RESULTAT DE L'EXERCICE	-75 315	-34 030
FONDS PROPRES	639 906	715 221
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	639 906	715 221
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	103 516	134 726
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	103 516	134 726
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 280	61 948
Dettes fiscales et sociales	279 616	292 844
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 488
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	66 445	72 186
DETTES	374 341	432 465
Ecart de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	1 117 763	1 282 412

31/12/2024

Compte de résultat 2024

COMPTE DE RESULTAT	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation	%
Prestations de services	93 814	6,45	109 860	7,68	-16 047	-14,61
Produits des activités annexes	10 600	0,73	10 600	0,74		
Subventions d'exploitation	1 226 207	84,28	1 186 827	82,95	39 380	3,32
Reprises et Transferts de charge	34 395	2,36	36 590	2,56	-2 195	
Autres produits						
Cotisations	89 866	6,18	86 882	6,07	2 984	3,43
Report des ressources						
Produits d'exploitation	1 454 882	100,00	1 430 758	100,00	24 123	1,69
Autres achats non stockés	15 301	1,05	9 136	0,64	6 165	67,48
Charges externes	90 409	6,21	124 350	8,69	-33 940	-27,29
Impôts et taxes	85 337	5,87	81 538	5,70	3 799	4,66
Salaires et Traitements	963 908	66,25	874 437	61,12	89 471	10,23
Charges sociales	373 723	25,69	365 323	25,53	8 400	2,30
Amortissements et provisions	26 283	1,81	35 080	2,45	-8 797	-25,08
Subventions accordées par l'association						
Autres charges	552	0,04	501	0,03	51	
Charges d'exploitation	1 555 514	106,92	1 490 366	104,17	65 148	4,37
RESULTAT D'EXPLOITATION	-100 633	-6,92	-59 607	-4,17	-41 025	68,83
Produits financiers	32 145	2,21	32 316	2,26	-170	-0,53
Charges financières						
Résultat financier	32 145	2,21	32 316	2,26	-170	-0,53
RESULTAT COURANT	-68 487	-4,71	-27 292	-1,91	-41 195	150,94
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les sociétés	6 828	0,47	6 738		90	
EXCEDENT OU PERTE	-75 315	-5,18	-34 030	-2,38	-41 285	121,32
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Mise à disposition gratuite des biens et servi	130 897	9,00	127 138	8,89	3 759	2,96
Charges	130 897	9,00	127 138	8,89	3 759	2,96
Prestations en nature	130 897	9,00	127 138	8,89	3 759	2,96
Produits	130 897	9,00	127 138	8,89	3 759	2,96

